
Ciryl PROST

Étudiant en Master

Université de Genève (CH)

ciryl.prost@hotmail.com

Doi : 10.5077/journals/connexe.2024.e1708

Remerciements

Lors de mon stage au Centre français de recherche en sciences sociales à Prague (CEFRES), j'ai pu profiter de la bibliothèque de l'Institut et des précieux conseils de son directeur, Jérôme Heurtaux, et du sociologue Ronan Hervouet. Sans lui, le résultat eut été d'autant plus maladroit et je lui transmets ma gratitude pour avoir accompagné mes premiers pas dans la recherche. Je tiens également à exprimer ma reconnaissance envers Adrien Fauve et Xavier Hallez à l'IFEAC pour l'accueil et le soutien qu'ils m'ont renouvelé au Kirghizstan. Merci enfin à Diana Skiba (IFEAC) et Claire Madl (CEFRES) pour leurs amitiés et leurs rôles, discrets mais indispensables, au fonctionnement de ces précieux instituts de recherche internationaux.

Adjarbek Kočkunov (Айдарбек Кочкунов), historien et universitaire, citoyen de l'Union soviétique puis de la République du Kirghizstan, homme de terrain et militant, relate au travers de son existence les transformations post-soviétiques de la Kirghizie. Son récit se confond avec l'histoire contemporaine de sa nation, tout comme l'aire de sa géographie qui se heurte désormais aux cols de son pays. Après le Tadjikistan voisin, le Kirghizstan traversé en son centre par la chaîne du Tian Shan est le pays le plus montagneux du monde (altitude moyenne). Aux côtés du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, ces cinq pays composent l'Asie centrale telle que projetée en 1936 par les cartes soviétiques et affirmée par la parade des indépendances en 1991. Or, la dislocation de l'Union soviétique (1991) se solde par la fragmentation progressive d'une région centrasiatique jusqu'alors très intégrée. Chaque nouvel État indépendant en quête de légitimité et de consolidation érige en frontières internationales les précédentes divisions administratives entre Républiques socialistes soviétiques (Thorez 2016). Dès lors, les habitants du Kirghizstan réapprennent à vivre dans leur écrin géographique, ne pouvant plus contourner les montagnes par le Kazakhstan et/ou l'Ouzbékistan pour rejoindre leurs différents territoires. Toutefois, Adjarbek Kočkunov refuse ce géo-déterminisme et continue de se penser à l'échelle de la patrie soviétique qui l'a vu naître.



Figure 1. Adjarbek Kočkunov à Bichkek dans le café « La Maison du Voyageur »
© Cyril Prost 2022

Né en 1956 dans la région d'Issyk-Kul à l'est du Kirghizstan, fameuse pour son lac du même nom, il obtient son doctorat à Moscou à la fin des années 1970. Il y rencontre son épouse, et tandis que celle-ci travaille dans la capitale, il mène des recherches pour l'Académie des sciences kirghize au Turkménistan, au Tadjikistan ou encore au Karakalpakistan (République autonome au nord-ouest de l'Ouzbékistan). Depuis l'indépendance en 1991, il ne reçoit plus les fonds suffisants à la poursuite de ses recherches. De 1993 à 1998, il devient conseiller du nouveau Parlement kirghize, en même temps qu'il dispense ses cours à l'Université slave de Bichkek et à l'Université d'État (n.a. Zh. Abdrakhmanov). Il exerce toujours cette fonction lors de l'entretien. Il défend sa thèse à Bichkek en 2013 sur les traditions ethniques du peuple kirghize¹.

Cette rencontre entre les différentes géographies – physiques, vécues et imaginées – dans le cours de l'existence d'Adjarbek Kočkunov fait de lui un être complexe et passionnant. D'autant plus qu'en sa qualité d'historien, il prend soin de sédimenter chaque période et espoir de sa vie pour nous épargner une lecture téléologique des événements. Entre chacune des césures historiques qu'il a vécues – la *perestroïka* dès 1985 et l'indépendance en août 1991 –, il dépeint des tableaux très variés du rapport qu'il entretient à sa nation.

J'ai récolté ce témoignage à Bichkek durant l'été 2022. Je venais d'achever un voyage de trente jours dans les sept oblasts (régions) du Kirghizstan, au long duquel j'ai posé mes questions à vingt-huit habitantes et habitants du pays. J'avais le désir de comprendre comment les Kirghizstanais (au sens de citoyenneté) avaient pu vivre la transition multiforme précipitée par l'effondrement de l'URSS. Face à cette trop vaste entreprise, Adjarbek Kočkunov m'avait donné l'entretien le plus riche. J'avais à cœur aussi de parcourir cette géographie, aussi belle qu'accidentée, et dont j'avais tracé un an plus tôt les contours, les reliefs et les routes dans un stage cartographique auprès de l'Institut français d'étude sur l'Asie centrale, à Bichkek (IFEAC). J'empruntais enfin ces routes, franchissant tant de cols dans la cohésion d'un taxi partagé, caravane moderne sous le ciel cotonneux des vieilles *Routes de la soie*².

De plusieurs façons, mon initiative, dont le voyage commandait à l'ouvrage, est limitée. Les entretiens que j'ai menés s'apparentent davantage à des questionnaires, en raison de ma méconnaissance des langues kirghize et russe. Ils ont été enregistrés, puis retranscrits et traduits par Aïdaï Amanatova (étudiante en philologie à l'Université de Karakol) et Kseniya Lisunova (diplômée en philologie de l'Université slave de Bichkek). Je n'avais pour ma part qu'à prodiguer une écoute aveugle et à me concentrer sur les riches aspects de la communication non verbale, laissant à mes participants un espace d'expression tout à fait libre. Ma grille d'entretien mettait en avant trois thématiques : 1) vivre la fin de l'URSS au Kirghizstan, 2) porter un regard sur la construction nationale à l'œuvre et 3) s'insérer dans de nouvelles frontières.

C'est dans le café de Bichkek, « La Maison du Voyageur » (voir *Figure 1*) que j'ai convié Adjarbek Kočkunov à répondre à mes questions. Après avoir pris place et m'être présenté dans un russe rudimentaire, je l'invite à découvrir mes questions, toutes inscrites sur une feuille et hiérarchisées selon leur importance. Puis, avec son accord, je commence l'enregistrement. Je le regarde vivement, je capte ici et là des mots que je reconnais, j'essaie surtout de lire les émotions qu'il me transmet, et sourit en conséquence. Malgré mon handicap et mon inexpérience, ce fut bien un échange qui s'engageait alors, en partie au-delà des mots. J'ai revécu cette rencontre sous une nouvelle lumière en disposant de la traduction.

1) Vivre la fin de l'URSS au Kirghistan

Adjarbek Kočkunov est né en 1956 dans la région du lac d'Issyk-Kul, dans la partie orientale du Kirghizstan, bordée entre les montagnes frontières qui séparent le pays du Kazakhstan au nord et de la Chine à l'est. Il étudie d'abord à Frounze – l'ancien nom de Bichkek sous la période soviétique – avant d'accomplir son troisième cycle d'étude à Moscou, à la fin des années 1970. Diplômé d'un doctorat, il travaille pour l'Institut d'histoire de l'Académie des sciences de la RSS du Kirghizstan mais reste attaché à Moscou, où son épouse réside. Il effectue des recherches anthropologiques qui l'amènent à voyager dans toute l'Asie centrale et à apprendre plusieurs langues, et c'est sans interprète qu'il communique avec les Ouzbeks et les Kazakhs. L'aire de ses pérégrinations d'alors, comme celle de son imaginaire, est trans-républicaine, il vit à l'échelle d'une grande partie de l'URSS et partage avec tous les autres citoyens de la patrie soviétique le même passeport rouge. Au-delà de cette unité d'apparence, d'importantes disparités territoriales se révèlent à lui lors de ses déplacements. Tandis qu'il est à Moscou, il observe chaque fin de semaine dans les gares de la ville, celles de Kazan, de Koursk ou de Biélorussie, le ballet des gens venus des campagnes environnantes recevoir quelques biens, vêtements et nourritures, eux qui vinrent allonger des files d'attente qui furent si souvent le théâtre d'échauffourées.

Lui n'a pas connu l'intensité de ces pénuries, ni au centre de Moscou, ni dans la RSS kirghize. Ce décalage entre ville et campagne, entre centre et périphérie, lié à la question des pénuries, s'est avéré moins structurant au Kirghizstan. Dans la division du travail soviétique, la RSS kirghize fut un grand fournisseur de viande et de laine. Les ponctions de Moscou n'ont pas empêché la subsistance des Kirghizes (au sens de nationalité), pleinement engagés dans l'agriculture et l'élevage. Toutefois, cela s'est fait au détriment de la culture traditionnelle, du pastoralisme et de ses gestes, altérés par la « seconde colonisation » (Haug 2003, 157) qui voit les Soviétiques investir, non sans résistance, les montagnes qui échappaient encore aux colons tsaristes. Cependant, l'historien ne s'épanche pas sur cette histoire qui le précède. Retournant à sa vie de jeune chercheur, il se souvient d'une existence relativement confortable, « un salaire suffisant pour vivre » et une manifeste stabilité sociale qu'offrait la planification soviétique. C'est lorsqu'il parle de la censure qu'il offre à nouveau une forme de double tableau. Il raconte avoir critiqué le fonctionnement de son académie et même certains des penchants de celle-ci, sans en avoir été inquiet de quelque façon, tout en admettant ensuite l'existence de « la censure et [du] contrôle de l'État ». Il parachève à ce propos en disant que « la démocratie était limitée, mais elle était suffisante ». À l'instar de presque la totalité des Kirghizstanais que j'ai rencontrés, il se montre fier d'avoir été citoyen soviétique. Il rappelle que ce sont aussi des usines de Frounze que sortaient certains des éléments du programme spatial soviétique, projetant ainsi la Kirghizie comme le maillon d'une Union soviétique qui n'était pas seulement un État mais une « puissance ».

Ce premier tableau, dépeint de façon méliorative, prend d'autres teintes quand l'historien fait entrer la *perestroïka* dans son récit. Il montre que les politiques de Gorbatchev investissent également l'Asie centrale et échappent comme ailleurs à leurs initiateurs. La libéralisation relative de l'expression provoque chez lui, comme chez d'autres, une évolution de son imaginaire à propos de l'Union. Il découvre dans la presse à partir de 1985-1986 l'existence de la dissidence à travers les grands noms que furent Sakharov et Soljenitsyne : « Des journaux populaires comme la *Pravda*, les *Izvestia*, [...] écrivaient sur les dissidents ». Ces nouvelles informations qui lui parviennent concourent à bouleverser sa compréhension de l'URSS ; il se rend compte des « vraies informations et [de] la véritable situation », selon ces mots. La violence et l'ampleur des crimes staliniens secouent assurément la société. Et par la phrase suivante : « avant cela, je pense que la plupart des citoyens de l'Union soviétique étaient fiers d'être citoyens de l'Union », l'historien institue une rupture avec la période qui précède la *perestroïka*. Cette césure se traduit dans sa propre vie par le début de son engagement politique pour l'autonomie du Kirghizstan, l'histoire s'accélère alors. Déjà en 1986, de nombreux Kirghizes témoignent leur solidarité aux contestataires d'Alma-Ata, dans le proche Kazakhstan, qui déplorent le remplacement d'un Kazakh par un Russe au poste de secrétaire général du Parti communiste kazakh. Il s'agit de l'une des premières manifestations nationales de la *perestroïka*. Un peu plus au sud, en 1989 à Frounze, Adjarbek Kočkunov prend une part active au mouvement d'accaparement des terres.

En 1959, les Kirghizes représentaient à peine 40% de la population de la RSS du même nom. Or, à partir des années 1960 la croissance démographique des Kirghizes s'accompagne d'un exode rural auquel les politiques de logement urbain ne parviennent pas à faire face. C'est ce qui débouche en 1989 à l'accapement spontané et illégal des terres vacantes à l'orée de Frounze et d'Och (sud) par les Kirghizes, historiquement relégués des villes. Une véritable révolution selon Adjarbek Kočkunov, qui marque l'émergence d'une société civile et consacre l'éveil national des Kirghizes. Il raconte ce moment en détail dans *Les Cahiers d'Asie centrale* (IFEAC), « L'accapement des terres comme forme de révolution sociale. Le cas du Kirghizstan en 1989 » (2016), traduit en français par Masha Cerovic. On y apprend comment, avec quelques camarades de l'Académie des sciences, ils s'approprièrent un terrain vacant à Frounze qu'ils délimitèrent bientôt, sans tellement craindre la répression au regard de l'ampleur du mouvement. Il ajoute dans l'entretien, qu'il s'agissait avant tout d'une réponse à un problème structurel ; c'est seulement par la suite que des revendications liées au statut de la langue kirghize furent ajoutées. On observe au Kirghizstan, comme ailleurs dans l'URSS une politique ambivalente, entre indigénisation et russification, en fonction de la façon dont le pouvoir central à Moscou se perçoit lui-même : fort ou affaibli. L'enjeu était donc le renforcement des éléments kirghizes de la nation, mais nullement l'indépendance vis-à-vis de l'URSS. Au printemps 1991, les Kirghizes à l'instar des autres peuples de l'Asie centrale votent avec une majorité écrasante pour le maintien de leur République dans l'URSS, tout en ayant acté la primauté des lois kirghizes sur celles de Moscou à l'hiver 1990. Ainsi, Adjarbek Kočkunov fut dès la moitié des années 1980 un homme de la *perestroïka*, un homme soucieux de réformer l'URSS.

L'effondrement de l'URSS fut un choc pour presque tous les Kirghizstanais que j'ai rencontrés. Adjarbek Kočkunov n'envisageait pas cette potentialité, tant l'Asie centrale fonctionnait en un système régional interdépendant, en partie créé et entretenu par et pour Moscou. Pensant à l'échelle de l'Union, il imaginait toutefois que les Républiques baltes, indépendantes durant l'entre-deux-guerres, quitteraient l'Union soviétique en cours de réforme. Si les manifestations nationales centrifuges de la *perestroïka* sont l'une des causes de la chute de l'URSS, c'est bien à Moscou que les événements ont précipité celle-ci. En effet, le putsch des conservateurs à l'été 1991 fait entrer l'URSS dans une situation instable de lutte de pouvoir et éloigne un peu plus les espoirs de réforme, dont ceux d'Adjarbek Kočkunov. Il se souvient sans peine bavarder de ces événements avec ses proches de l'Académie des sciences, entre inquiétudes et plaisanteries autour du *dastorkon* (du repas), symbole de l'impuissance qu'ils éprouvaient alors. Selon le récit d'Adjarbek Kočkunov, le putsch a entraîné des répercussions mesurées au Kirghizstan : les rassemblements ne se sont pas transformés en émeutes, et l'ordre a été promptement rétabli sans pour autant effacer l'inquiétude qui traversait la société kirghize. L'historien ne s'attarde pas davantage sur ce moment qu'il qualifie de « tragédie » ; « comment séparer les républiques les unes des autres ? ».

Le Kirghizstan déclare son indépendance le 31 août 1991 et ponctue ainsi la parade des souverainetés qui s'achève par celle du Kazakhstan le 16 décembre 1991 et la chute de l'URSS une semaine plus tard. Or, la chute de l'URSS en Asie centrale est un acte singulier. D'une part, en raison de la moindre existence de structures étatiques nationales avant la période soviétique ou d'appels à de tels projets nationaux, ce que l'on peut davantage retrouver dans le Caucase. D'autre part, en raison de son enclavement au cœur du continent eurasiatique, de sorte que l'Europe occidentale n'a pas opéré en Asie centrale la même influence qu'en Europe médiane dans la libéralisation et la démocratisation post-communiste. Pour conclure, on voit que la position d'Adjarbek Kočkunov évolue au fil des césures : du contentement au désir de réforme, de citoyen d'une puissance à citoyen du Kirghizstan : « je suis devenu un homme, un citoyen d'un petit pays », concède-t-il.

2) Porter un regard sur la construction nationale à l'oeuvre

Si la chute de l'URSS a été vécue comme une tragédie pour Adjarbek Kočkunov et nombre de ses pairs, de nouveaux espoirs émergent avec l'indépendance du Kirghizstan. Ce qui est en jeu est à nouveau à la portée de ces derniers, et la confusion de se mêler à l'euphorie. Le souhait de bâtir un pays autosuffisant, indépendant de Moscou, s'impose et relativise le choc initial : « nous étions euphoriques, nous avons un pays libre ». Et de fait, le Kirghizstan est le pays d'Asie centrale qui s'est le plus engagé dans les réformes de la transition et qui s'est le plus ouvert à la communauté internationale, à l'inverse du Turkménistan. Ces deux pays sont-ils post-soviétiques au même titre ? Conscient de l'héritage occidental de la démocratie libérale, l'historien rappelle les aventures américaines et européennes avant d'expliquer que les nouvelles autorités kirghizes se sont inspirées de ces modèles pour leur constitution, adoptée en 1993. Ce qu'ils firent en effet en proclamant les libertés fondamentales, la séparation des pouvoirs, la distinction de la propriété privée et publique qui actent le morcellement des sovkhoses et kolkhoses en petites propriétés privées. Adjarbek Kočkunov a œuvré dans ce sens en qualité de conseiller du Parlement kirghize de 1993 à 1998.

La société kirghize s'est imprégnée de ces idéaux, tant et si bien que les différentes tentatives d'autoritarisme des présidents kirghizes se sont toutes soldées par des soulèvements populaires à même de les renverser. La vie politique nationale est rythmée de ces diverses révoltes (2005, 2010, 2020). Ces moments certes prouvent la vivacité de la société civile kirghizstanaise mais alimentent aussi une certaine instabilité, instrumentalisée à de nombreuses échelles. D'une part, l'ouverture d'une base américaine sur l'aéroport de Manas a précipité Bichkek dans le jeu d'influence entre Washington, Moscou et Pékin – ce qui n'est pas sans conséquence dans la Révolution des Tulipes, au printemps 2005, selon Oliver Crone (2006, 330). Ces événements ravivent la rivalité des clans politico-économiques d'autre part, ces derniers profitant des moments d'instabilité pour redistribuer les cartes. La privatisation de l'économie

s'est accompagnée d'une clanisation de la vie politique qui répond à des divisions géographiques liées aux ressources et non à l'appartenance ethnique. Mais c'est bien en attisant les braises interethniques entre Kirghizes et Ouzbeks que ces factions ont déclenché les affrontements tragiques qu'a connus le sud du Kirghizstan en 2010. Un événement dramatique qui ne traduit pas, selon Olivier Ferrando (2010), une inimitié entre les deux groupes, historiquement complémentaires et érigés en ethnie par les ethnologues russes. Cela se reflète dans l'amitié que porte Adjarbek Kočkunov et tant d'autres à toutes les nationalités centrasiatiques malgré les tensions – frontalières pour l'essentiel.

En cheminant vers la démocratie, le Kirghizstan est devenu la société la plus libérale d'Asie centrale. Or, Adjarbek Kočkunov confronte cette réalisation politique à l'efficacité économique de son pays. Il commence par rappeler les espoirs de prospérité qui caractérisaient la nouvelle indépendance. Les ressources naturelles du pays, bien que moins abondantes qu'au Kazakhstan ou en Ouzbékistan, à l'exception de la ressource en eau, étaient perçues comme les moyens de l'enrichissement national. Plus important encore, le pays commençait sa trajectoire sans dettes : « en d'autres termes, nous avons pris un bon départ ». Les difficultés liées à la transition et la crise économiques des années 1990 que subissent tous les États post-soviétiques dissipent ces premiers espoirs ; créer de nouvelles relations économiques s'avère difficile. Aujourd'hui, avec le recul, Adjarbek Kočkunov se montre critique vis-à-vis de la transition accélérée du Kirghizstan, qu'il oppose aux trajectoires kazakhs et ouzbeks, qui donnaient l'ascendant à l'économie et non à la démocratie.

Plus petit et plus enclavé encore, le Kirghizstan, en tant que pays le plus éloigné de l'Océan mondial, fait le choix d'une politique d'ouverture multivectorielle pour pallier l'enclavement. Or, pris en étau entre les influences russes et chinoises, dans une région du monde aussi convoitée que discrète, le Kirghizstan peine à mettre en œuvre cette stratégie et à attirer les investissements nécessaires à son économie tertiaire – finalement préférée à l'économie de rente. Il confère par ailleurs à l'Europe un rôle de premier plan dans ce sens : « engagé dans le secteur des services [...] si l'Europe nous refuse sa technologie, ce sera un désastre pour nous ». Adjarbek Kočkunov, moins souriant qu'auparavant, esquisse alors les dépendances qui lient son pays à la Chine et à la Russie. Avec plus d'un million de travailleurs kirghizes dans la Fédération de Russie, devenus essentiels à l'économie nationale dans un contexte de croissance démographique et de chômage, Adjarbek Kočkunov concède : « La Russie nous sauve aujourd'hui ». Désormais endetté à près de 4,5 milliards de dollars, en premier lieu envers la Chine, le Kirghizstan peine à honorer ses créances : « Dès l'année prochaine [2023], le premier paiement sera de 200 à 300 millions de dollars. C'est un gros problème pour nous ». En somme, le Kirghizstan est parfois considéré comme un État failli, et l'euphorie s'est muée en désillusion : « lorsque vous voyez votre pays, votre patrie, figurer sur la liste des États en faillite, cela nuit toujours à votre amour-propre ».

L'échange reprend des couleurs quand j'interroge Adjarbek Kočkunov sur la survivance de la culture et des traditions kirghizes après plusieurs décennies dans l'Union soviétique. Ce qu'il s'empresse d'ailleurs de relativiser, chacun pouvait pratiquer sa religion ou célébrer ses traditions jusqu'à une certaine mesure : « il y avait certaines restrictions pendant la période soviétique concernant les aspects ethniques de la culture ». Le musée d'histoire de Bichkek, édifice le plus central de la ville sur la place Ala-Too, convoque la mémoire de ceux qui furent inquiétés pour avoir promu l'épopée de Manas, ce jusqu'à la *perestroïka*. L'épopée de Manas, élevée au rang de mythe fondateur de la nation, illustre le cœur nomade de cette culture, transmise oralement, immatérielle pour l'essentiel et dès lors plus difficile à saisir (Jacqueson 2020). Elle se transmet de génération en génération, alors que se superpose à celle-ci, sans l'effacer, la culture islamique, soviétique ou encore la culture mondialisée. Comme beaucoup de personnes que j'ai rencontrées durant mon voyage, Adjarbek Kočkunov célèbre davantage cet héritage préislamique que tout autre. Selon lui, le nomadisme implique la complémentarité, l'hospitalité et l'absence de frontières au sens moderne du terme. De telle sorte que les Kirghizes se réjouissent de rencontrer des voyageurs et de partager avec eux un peu de leur vie, quand ce n'est pas leur toit ou leur yourte – que l'on retrouve au centre du drapeau national.

Ainsi, le modèle qui a prévalu à la construction des symboles nationaux marque, comme ailleurs en Asie centrale, la préférence donnée au groupe ethnique majoritaire. Les symboles sélectionnés placent le nomadisme au cœur de la nation, et cette « fabrication du passé » selon l'expression de l'historienne Catherine Pujol contribue à minorer l'héritage soviétique (Pujol 2000, 11). Cet héritage, on le retrouve matériellement dans l'architecture urbaine, témoin indirect de la sédentarisation forcée des Kirghizes. Adjarbek Kočkunov atteste cependant du renouveau de la pratique du pastoralisme saisonnier, dans une échelle toutefois moindre, celle des frontières de l'État kirghize : « Si, auparavant, nos ancêtres avaient l'habitude de migrer loin, de 2000 à 3000 kilomètres en une saison, ils ne peuvent plus le faire aujourd'hui ». Ces distances sont entravées par les cols et autres caprices du relief à la différence des nomades kazakhs de la steppe. En définitive, Adjarbek Kočkunov pose des regards très différents sur le Kirghizstan indépendant selon qu'il s'agisse de politique, d'économie ou de culture. Il a été l'une des figures de cette transition, de cette nouvelle liberté qui révèle aussi la fin d'une certaine stabilité.

3) S'insérer dans de nouvelles frontières

« Comment séparer les républiques les unes des autres ? », s'inquiétait Adjarbek Kočkunov. À partir du milieu des années 1990, les nouveaux États d'Asie centrale activent leurs frontières, l'Ouzbékistan et le Turkménistan en premier lieu. Ce n'est qu'à la fin de la décennie que le Kirghizstan adopte les mêmes politiques de cloisonnement du territoire national que celles de son voisinage post-soviétique.

La fragmentation de l'Asie centrale marque aussi le passage d'une organisation locale des espaces frontaliers, transrépublicaine au besoin, à une gestion strictement nationale du territoire, dont souffrent généralement les zones frontalières, c'est ce que le géographe Julien Thorez (2016) nomme la « transition territoriale ». La région kirghize de Batken, au sud du Ferghana, était un exemple de l'interconnexion des RSS centrasiatiques. On y trouvait des Kirghizes qui travaillaient dans les *kolkhozes* tadjiks, utilisant des routes et des réseaux transrépublicains. Cette situation a perduré dans les premières années de l'indépendance tout comme les conflits pour l'accès à l'eau qui opposaient parfois les villageois de part et d'autre de la frontière. C'est la matérialisation, la fonctionnalisation et la militarisation de cette frontière qui sont nouvelles, et qui confèrent une dimension inédite à ces rivalités : des jets de pierres aux armes à feu. À ce propos, Adjarbek Kočkunov rappelle qu'aujourd'hui encore des familles tadjikes et kirghizes vivent ensemble des deux côtés de la frontière, elle seule étant finalement le problème : « Ils n'ont pas décidé de la frontière jusqu'au bout, ce qui crée un problème ». Sous la période soviétique, les frontières internes à l'Union avaient une valeur administrative, elles n'étaient pas toujours nettement fixées sur les cartes et encore moins matérialisées sur le terrain. Chacun des nouveaux États indépendants de la région empruntant des trajectoires variées, ils concouraient au fractionnement de l'Asie centrale, désormais traversée par des frontières internationales. « Le désir de partir sans problèmes de contrôle aux frontières, sans procédures douanières est toujours présent », témoigne Adjarbek Kočkunov qui avait auparavant l'habitude de voyager dans toute la région : « État commun, exigences communes, un seul passeport de citoyen de l'URSS suffisait ».

L'activation des frontières internationales en Asie centrale a eu de nombreuses conséquences au sein du Kirghizstan. Sous la période soviétique, la chaîne du Tian Shan qui coupe le pays en deux était contournée, si bien que pour se rendre de Bichkek (nord) à Och (sud) ou Talas (nord-ouest), il fallait traverser le Kazakhstan et/ou l'Ouzbékistan. Néanmoins, des routes à travers les cols kirghizes furent construites. Mal entretenues, elles devinrent les nouveaux axes de communication entre le Nord (oblasts de Talas, Chouï, Issyl-Kul et Naryn) et le Sud (oblasts de Djalalabad, Och et Batken). Elles sont plus ou moins praticables selon les saisons et pas toujours asphaltées, tel que le col entre Kazerman et Djalalabad. Alors que le Kirghizstan et le Tadjikistan sont les deux pays les moins riches de la région, ils sont les deux pays qui ont le plus besoin d'aménagement et d'infrastructure pour interrelier leurs territoires.

Adjarbek Kočkunov déclare souvent voyager entre le Nord et le Sud. Ce n'est en revanche pas le cas de nombreux habitants du Kirghizstan pour qui le trajet est devenu trop onéreux, en raison de la situation de monopole des taxis partagés sur ces itinéraires, trop dangereux pour les bus. Il rappelle par ailleurs que « près de 60 % de la population est pauvre ». En conséquence, la mobilité des Kirghizstanais a diminué depuis l'indépendance, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du territoire.

On trouve dans le sud du pays, des difficultés similaires. Par exemple, dans la vallée du Ferghana, il était courant de couper par la RSS ouzbek pour relier les deux grandes villes méridionales kirghizes que sont Och et Djalalabad. Depuis l'indépendance, de nouvelles routes furent tracées dans les oblasts d'Och et de Batken pour ne plus avoir à traverser l'Ouzbékistan ou le Tadjikistan, allongeant la durée des voyages et refermant le pays sur lui-même. Ces frontières tendent à être assimilées par les populations de la région mais continuent d'être étranges pour ceux qui ont vécu une grande partie de leur vie sous l'URSS. C'est le cas d'Adjarbek Kočkunov, qui se définit comme appartenant à une génération qui a « vécu dans deux systèmes ». Adjarbek Kočkunov déplore cette situation et continue de se penser à l'échelle de l'espace post-soviétique : *Ma patrie était l'Union soviétique, ma capitale était Moscou. Ma patrie allait de la Biélorussie, de Brest à Vladivostok, de l'océan Arctique au nord à l'Afghanistan au sud.*

Dans les différents entretiens, on peut observer deux façons de répondre à la question : « Avez-vous eu le sentiment que votre espace s'est rétréci ? ».

Certains mettent en avant la possibilité de voyager dans le monde entier à condition d'en avoir les moyens, dans la mesure où les frontières extérieures de l'ex-URSS ne sont plus hermétiques. À l'inverse, d'autres comme Adjarbek Kočkunov, ont le sentiment que leur espace de vie s'est drastiquement resserré depuis que les frontières internationales se sont rapprochées de leur foyer. Les frontières, parce qu'elles permettent de définir des singularités et dès lors d'instituer des différences, créent de nouvelles réalités, de nouvelles altérités, ce dont Adjarbek Kočkunov a tout fait conscience : « la Russie est déjà un pays différent, le Belarus est déjà un pays différent. Même le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, sont devenus d'autres pays ».

Aussi, depuis l'indépendance, l'historien voyage beaucoup moins et son imaginaire est de plus en plus marqué par des éléments extérieurs à son expérience. Il craint désormais de se rendre à Moscou, de peur d'être stigmatisé, en raison des traits de son visage. Adjarbek Kočkunov a même douté un certain moment de cette unité qu'il porte encore en son être, car sa propre vision de l'espace post-soviétique est confrontée aux images qui lui parviennent depuis les différents éclats de l'ex-URSS. Doit-il encore s'intéresser aux nouvelles qui lui parviennent des pays baltes, de l'Europe orientale, du Caucase, de la Fédération de Russie ou encore d'Asie centrale comme des échos de sa propre patrie ? « Je me suis alors demandé pourquoi je lisais ces nouvelles. Mais non, je les lis par habitude, je les regarde, je m'en préoccupe » conclut-il somme toute. Un espoir demeure encore très vivant pour Adjarbek Kočkunov, la ré-union par les langues. En conférant tant d'importance aux langues, un sujet transversal à notre échange, il projette des ponts sur cette Asie centrale fragmentée : « nous parlons presque la même langue ». En élevant en exemple le multilinguisme suisse, il invite la nouvelle génération centrasiatique à se comprendre et à s'écouter en dépassant les frontières linguistiques.

Conclusion

Le témoignage d'Adjarbek Kočkunov, à travers les souvenirs de sa vie et ses connaissances, raconte une histoire audible du Kirghizstan, une image appréciable de ce qu'a pu être cette expérience particulière de la transition post-soviétique en Asie centrale. Peut-être plus que les autres, mais au même titre qu'eux, ses souvenirs montrent combien sa génération reste sensible aux événements qui bouleversent l'étendue de son ancienne patrie. C'est avec une certaine affliction et sans jamais que je la convoque, que la guerre en Ukraine à plus de 3.000 kilomètres s'est invitée dans les enregistrements. La génération d'Adjarbek Kočkunov est possiblement l'une des dernières au Kirghizstan à remettre en cause le construit social qu'est la frontière, à célébrer les symboles de la culture nationale sans les élever eux aussi en barbelés.

Notes

- 1 Кочкунов Айдарбек, 2014. « Этнические традиции кыргызского народа (социокультурные аспекты и некоторые вопросы генезиса) », диссертация, представленная на соискание ученой степени доктора исторических наук по специальности 07.00.07 – Этнография, этнология, антропология. – Бишкек [Les traditions ethniques du peuple kirghize (aspects socioculturels et quelques questions de genèse) », thèse présentée en vue de l'obtention du grade de docteur en sciences historiques dans la spécialité 07.00.07 : Ethnographie, ethnologie, anthropologie. Bishkek].
- 2 J'ai réalisé ce premier terrain de mon gré, durant l'été qui me séparait de mes études abouties d'Histoire et de Géographie, avant d'intégrer la maîtrise universitaire « Russie – Europe médiane », dirigée par la Professeure Korine Amacher à l'Université de Genève.

Références citées

- Crone Olivier, 2006. « Rivalités géostratégiques en Asie centrale : le Kirghizstan au centre d'un nouveau 'Grand Jeu' ? », *Outre-Terre* 16 : 329-343.
- Ferrando Olivier, 2010. « Les violences ethniques de juin 2010 au Kirghizstan : l'identité manipulée », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest* 41 : 107-136.
- Haug Werner, 2003. « De la colonisation russe à l'indépendance : dynamiques démographiques et renaissance de la nation kirghize », *Revue d'études comparatives Est-Ouest* 34 : 153-199.
- Jacqueson Svetlana, 2020. "Claiming heritage: The Manas epic between China and Kyrgyzstan", *Central Asian Survey* 39: 324-339.
- Kočkunov Adjarbek, 2016. « L'accaparement des terres comme forme de révolution sociale. Le cas du Kirghizstan en 1989 », *Cahiers d'Asie centrale* 26 : 173-193.
- Poujol Catherine, 2000. « Patrimoine intellectuel centrasiatique : quelques réflexions sur les enjeux de la transition », *Cahiers d'Asie centrale* 8 : 11-21.
- Thorez Julien, 2016. « Les nouvelles frontières de l'Asie centrale. États, Nations et régions en recomposition », *Outre-Terre* 48 : 28-59.

Open Access Publications - Bibliothèque de l'Université de Genève
Creative Commons Licence 4.0



Illustrations



Figure 2. Le lac Issyk-Kul depuis Tcholpon-Ata
© Ciryl Prost 2022



Figure 3. Jeune cavalier, oblast d'Issyk-Kul
© Ciryl Prost 2022



Figure 4. Porte d'entrée monumentale de l'oblast de Talas, sur la route entre Bichkek et Och - © Ciryl Prost 2022



Figure 5. Yourtes dans l'oblast de Naryn
© Ciryl Prost 2022



Figure 6. Traversée du col entre Kazerman et Djalalabad
© Ciryl Prost 2022

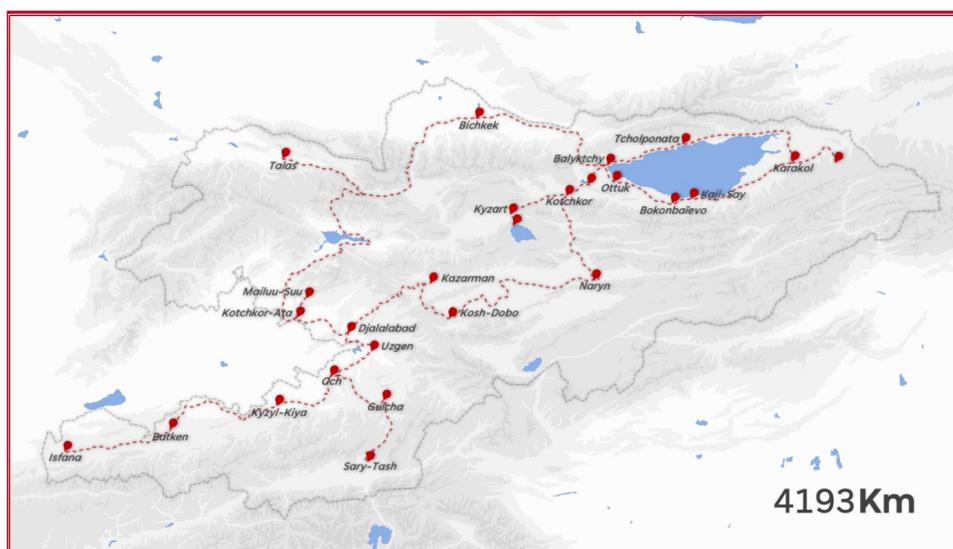


Figure 7. Itinéraire du voyage